



# **CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE POUR L'ENTRETIEN DES VOIRIES RESERVEES AUX TRANSPORTS EN COMMUN**

Entre,

La Communauté d'Agglomération « Golfe du Morbihan – Vannes agglomération » (GMVA), domiciliée 30, rue Alfred Kastler – CS 70206- 56006 VANNES CEDEX – SIRET 20006793200018, représentée par son Président, Monsieur David ROBO, agissant conformément à la délibération du [...]

Ci-après dénommée GMVA,

D'une part,

Et

La ville de Vannes, domiciliée place Maurice Marchais – BP 509 – 56019 VANNES CEDEX – SIRET 215 602 608 00014, représentée par son Maire, Monsieur David ROBO, agissant conformément à la délibération du [...]

Ci-après dénommée la Ville ou le maître d'ouvrage délégué,

D'autre part,

## **PRÉAMBULE**

GMVA, en tant qu'autorité compétente en matière de mobilité sur son territoire, a poursuivi au travers de son Plan de Déplacements Urbains, adopté le 13 février 2020 et en vertu de sa compétence de gestion des voiries d'intérêt communautaire, l'optimisation des voiries réservées aux transports en commun sur l'agglomération vannetaise.

La ville de Vannes, désireuse de maintenir son attractivité liée à sa qualité de vie, favorise le développement des mobilités douces et souhaite participer à l'amélioration du réseau de transport urbain. Afin de garantir une utilisation optimale des transports en commun par leurs usagers et une circulation multimodale équilibrée au sein de son territoire, GMVA propose de déléguer sa maîtrise d'ouvrage à la Ville de Vannes en terme d'entretien de ces voies publiques spécifiques et de leurs accessoires. La maîtrise d'œuvre appartiendrait quant à elle aux services techniques de la ville.

Les parties ont souhaité recourir aux modalités de délégation de maîtrise d'ouvrage telles que définies par l'article L.2422-5 du code de la commande publique qui autorise, lorsque la réalisation d'un ensemble d'ouvrages relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage publics, à ce qu'ils désignent l'un d'entre eux pour assurer la maîtrise d'ouvrage de l'opération d'ensemble dans le cadre d'une convention.

## **IL EST CONVENU CE QUI SUIT**

### **TITRE PREMIER : FORMATION DE LA CONVENTION**

#### **ARTICLE 1 - OBJET DE LA PRÉSENTE CONVENTION**

La présente convention a pour objet, en application des articles susvisés, d'instaurer une délégation de maîtrise d'ouvrage de GMVA à la Ville de Vannes pour l'entretien des voies de bus au sein de la commune de Vannes. Dans ce but, elle définit les modalités de répartition de la compétence en matière d'entretien de la voirie, du mobilier urbain et des équipements de voirie entre la ville et GMVA.

Elle vise également à définir géographiquement les voies concernées et leur répartition entre les deux acteurs.

L'annexe 1 de la présente convention désigne les voies concernées.

Enfin, elle organise en annexe 2 le bilan des travaux effectués à l'année N-1, la planification des travaux à venir pour l'année N+1 ainsi que l'ajout de nouvelles sections de voirie concernées.

#### **ARTICLE 2 - DÉSIGNATION DU MAÎTRE D'OUVRAGE ET DU MAÎTRE D'OEUVRE**

Les travaux d'entretien nécessitant l'entretien global de la voirie sur l'ensemble des voies de bus, (trottoirs, espaces de stationnement, chaussées, éclairage public, signalisation, réseaux, mobilier urbain, ...) et en application des dispositions légales précitées, GMVA décide de transférer temporairement sa maîtrise d'ouvrage à la ville de Vannes. Les parties conviennent donc de désigner la ville de Vannes comme maître d'ouvrage pour la réalisation globale du projet. Les parties conviennent aussi de confier aux services techniques de la ville de Vannes la maîtrise d'œuvre de ce projet.

### **ARTICLE 3 - ÉTENDUE DE LA MISSION DU MAÎTRE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉ**

La ville de Vannes, maître d'ouvrage délégué, assure l'ensemble des prérogatives de la maîtrise d'ouvrage telles qu'elles résultent de l'article L.2421-1 du code de la commande publique.

A cette fin, elle assure la réalisation des opérations sur la base des études rendues au stade de l'avant-projet par le maître d'œuvre.

Il est expressément convenu que la mission confiée au maître d'ouvrage délégué :

- s'étend non seulement à l'attribution des marchés publics nécessaires à la réalisation des travaux mais aussi à leur conclusion.
- investit le maître d'ouvrage délégué du pouvoir de transiger et de saisir les juridictions judiciaires et administratives afin de mettre en cause la responsabilité des constructeurs, des autres participants à l'acte de construire ou des tiers, et de défendre aux instances et actions introduites par ceux-ci.
- investit le maître d'ouvrage délégué de la mission d'instruire le bien fondé des réclamations indemnitaires émanant des constructeurs, des autres participants de l'acte de construire ou des tiers et liées aux conditions d'exécution des marchés, notamment à l'indemnisation des préjudices qui excèdent les prévisions contractuelles ou les sujétions normales du voisinage.

### **ARTICLE 4 - DESCRIPTION DU PROGRAMME**

Le programme consiste à définir de la manière la plus précise possible les modalités d'intervention des deux personnes publiques en terme d'entretien des voies de transport en commun, du mobilier urbain correspondant et des équipements de voirie affectés à de telles dépendances.

Sont considérés comme mobilier urbain les biens disposés sur la voie publique favorisant l'utilisation de celle-ci.

Sont considérés comme équipements de voirie les dispositifs affectés aux besoins de la circulation routière, destinés à la signalisation, à la protection des usagers, à l'exploitation des voies du domaine public routier, à la constatation des infractions au code de la route et au recouvrement des droits d'usage.

### **ARTICLE 5 - MODALITÉS DE PROGRAMMATION DES VOIES À N+1**

Un programme de travaux est établi dans le courant de l'année N, et au plus tard le 31 juillet, pour la réalisation de travaux à l'année N+1.

Elle vise à anticiper les besoins en terme d'entretien du domaine public routier.

Cette programmation du budget estimatif est proposée par la Ville à GMVA qui rend réponse au plus tard le 30 octobre.

## **ARTICLE 6 - INFORMATIONS SUR LE DÉROULEMENT DES TRAVAUX CONFIÉS AU MAÎTRE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉ**

GMVA sera tenue informée de l'avancement des études, puis des résultats des procédures de consultation mises en œuvre par le maître d'ouvrage délégué, des marchés publics qui en résultent et de l'avancement des travaux objet de la présente convention.

GMVA pourra demander à participer aux commissions d'appel d'offres correspondantes dans les conditions de l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales.

GMVA aura librement accès, à tout moment, à toutes les parties du chantier en vue de s'assurer du respect des stipulations de la présente convention. Elle ne formulera ses éventuelles observations qu'auprès des représentants de la ville de Vannes.

GMVA sera informée, en temps utile, des dates prévues pour la réception des ouvrages, installations et équipements. Elle ne pourra adresser ses éventuelles observations qu'aux représentants de la Ville de Vannes.

La réception des travaux sera effectuée sous la responsabilité de la ville de Vannes contradictoirement avec les entrepreneurs. La maîtrise d'œuvre établira les procès-verbaux des opérations préalables à la réception qui devront impérativement être visés par les deux Parties.

## **ARTICLE 7 - DÉFINITION GÉOGRAPHIQUE DES VOIES**

La répartition initiale des voies entre la ville et GMVA est annexée à la présente convention.

Les deux parties définissent strictement l'étendue de la répartition géographique en précisant notamment :

- Le nom de la voie concernée
- La liste du mobilier urbain et des équipements de voirie
- Les limites géographiques d'une telle répartition
- ...

Les deux parties définissent strictement l'étendue de la répartition matérielle des compétences entre la Ville et GMVA.

## **ARTICLE 8 - MISE À JOUR ANNUELLE DES VOIES**

Pour tenir compte de l'évolution du réseau de transport en commun, et notamment de la création de voies nouvelles en site propre, l'étendue de la répartition, aussi bien géographique que matérielle, des voies entre la ville et GMVA est mise à jour annuellement.

## **TITRE 2 : EXÉCUTION DE LA CONVENTION**

### **ARTICLE 9 - MODALITÉS FINANCIÈRES ET COMPTABLES**

#### **9-1 – Liste des dépenses**

Parmi les dépenses, se trouvent :

1- les dépenses de gros entretien :

- Dépenses d'entretien et de réparation de la chaussée : réparation, consolidation, renouvellement ou réfection des couches de base et de surface, soufflage ou repiquage des pavés, réfection des joints,
- Dépenses réalisées sur les dépendances et accessoires de la chaussée.

2- les dépenses d'entretien courant :

- Achats de matériels ou de fournitures concourant à la réalisation de travaux d'entretien.
- Prestations de service d'égavage, de fauchage, de débroussaillage, d'entretien de la végétation des talus et des accotements
- Frais de balayage, de salage et de déneigement
- Exploitation du réseau d'éclairage public

#### **9-2 – Modalités de remboursement**

En accord avec l'article L.5111-1-1 du CGCT, la convention détermine les modalités de remboursement des dépenses engagées.

Ces modalités sont donc librement déterminées par les parties à ladite convention.

1. Pour les travaux de gros entretien :

GMVa procédera au remboursement des dépenses réalisées à l'achèvement de chacun des chantiers planifiés avec la commune, sur présentation d'un état récapitulatif, accompagné des pièces justificatives correspondantes et du procès-verbal de réception desdits travaux. Pour les prestations ne donnant pas lieu à établissement de procès-verbaux, le remboursement s'effectuera au vu des factures.

Le remboursement se fera sur la base des dépenses TTC, GMVa faisant son affaire de la récupération de la TVA.

2. Pour les travaux d'entretien courant:

Le coût d'entretien courant des voies, objet de la présente convention, a été estimé à 6 000 € TTC par an. Les parties conviennent que ces prestations seront facturées sur la base d'un forfait annuel de ce montant. Le versement de cette somme par GMVa s'effectuera au vu d'un titre de recette émis en fin d'année par la commune.

Pour 2023, le montant dû sera calculé au prorata temporis, en fonction de la date de signature effective de la convention.

#### **ARTICLE 10 - RÉMUNERATION DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE ET DE LA MAÎTRISE D'OEUVRE**

La maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre assurées par la ville de Vannes au titre de l'article 2 de la présente convention sont exercées à titre gratuit.

#### **ARTICLE 11 - ACHÈVEMENT DE LA MISSION DU MAÎTRE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉ**

La mission du maître d'ouvrage délégué prend fin à l'expiration de la garantie de parfait achèvement, le cas échéant prolongée dans les conditions de l'article 44 du CCAG travaux, à condition toutefois :

- qu'aient été remis aux parties, pour les travaux qui les concernent, les documents visés à l'article 40 du CCAG travaux, que l'exécution financière des marchés soit achevée par la notification des décomptes généraux définitifs au sens de l'article 13 du CCAG travaux ou par tout autre acte, décision, le cas échéant juridictionnelle, ou forclusion, ayant un effet extinctif équivalent, que l'ensemble des réserves au sens de l'article 41.6 du CCAG travaux aient été levées ou aient fait l'objet de procédures juridictionnelles destinées à préserver les droits de la maîtrise d'ouvrage.

#### **ARTICLE 12 - QUITUS**

Il est donné quitus au maître d'ouvrage délégué du bon accomplissement de sa mission par les parties une fois celle-ci achevée.

Le quitus décharge le maître d'ouvrage délégué de toute responsabilité envers GMVA à raison des conditions dans lesquelles sa mission a été exécutée et des désordres susceptibles d'affecter les travaux en exécution de celle-ci.

Le quitus peut être donné par GMVA alors même que des actions seraient encore en cours devant les juridictions faute d'avoir donné lieu à une décision revêtue de l'autorité de la chose jugée à la date d'achèvement de la mission et à condition qu'en ce cas soit ouverte à GMVA la faculté de se substituer au maître d'ouvrage délégué dans la poursuite de ses actions.

#### **ARTICLE 13 - PRISE EN CHARGE DES ALÉAS**

La maîtrise d'ouvrage déléguée au sens de la présente convention s'étend à l'ensemble des aléas susceptibles d'impacter la réalisation des travaux et des ouvrages et notamment à:

- la prise en charge des travaux supplémentaires réalisés par le titulaire d'un marché public lorsque celui-ci est juridiquement fondé à en réclamer le paiement, à la prise en charge de la compensation de l'enrichissement sans cause en cas de nullité d'un marché, au paiement des indemnités de résiliation d'un marché, lorsque cette résiliation n'est pas le fait du titulaire, aux sujétions imprévues subies par le titulaire d'un marché public, lorsque ces sujétions ouvrent droit à indemnisation en vertu des règles jurisprudentielles, aux dommages subis par les tiers à raison ou à l'occasion des travaux.
- la clause de revoyure suivante trouvera à s'appliquer, à échéance des travaux, qui permettra de revoir le montant de ceux-ci, dans un délai maximum de 6 mois à l'issue de la réception des travaux.

#### **ARTICLE 14 - REMISE DES OUVRAGES**

L'affectation des ouvrages concernés par la présente convention est fixée en annexe. La ville de Vannes remettra à GMVA, une fois ceux-ci achevés, les ouvrages ainsi que les pièces documentaires nécessaires à leur maintenance, en particulier :

- tous les dossiers des ouvrages exécutés (DOE),
- les plans de récolement,
- les éventuels dossiers d'intervention, etc...

Cette remise fera l'objet d'un constat contradictoire signé des représentants des deux collectivités. Afin de permettre à GMVA, le cas échéant, de mettre en jeu la garantie décennale des constructeurs, ce constat sera accompagné de l'identification de l'ensemble des constructeurs ayant concouru à la réalisation de l'ouvrage et du rôle qui leur a été imparti.

Dans l'hypothèse où des réserves auraient été prononcées à la réception de l'ouvrage, ou dans l'hypothèse où la période de garantie de parfait achèvement ne commencerait pas à la remise de l'ouvrage, la ville de Vannes s'engage à poursuivre, en qualité de maître d'ouvrage, la résorption des désordres existants ou qui surviendraient avant l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement, le cas échéant en prolongeant celle-ci dans les conditions du CCAG applicable aux marchés publics de travaux.

Les remises ainsi définies pourront être partielles.

Toute mise à disposition des ouvrages à GMVA lui transfère la garde et l'entretien correspondants. Elle est matérialisée par une Attestation de Remise des Ouvrages de la part de la ville de Vannes à GMVA.

#### **ARTICLE 15 - ASSURANCES**

La ville de Vannes s'engage à souscrire une assurance contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber en raison de dommages corporels, matériels et immatériels causés à des tiers en tant que maître d'œuvre et maître d'ouvrage délégué de l'opération.

GMVA s'engage également à souscrire une assurance contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber en raison de dommages corporels, matériels et immatériels causés à des tiers en tant que maître d'ouvrage délégué de l'opération.

#### **ARTICLE 16 - CHAMP D'APPLICATION**

La présente convention s'applique à l'ensemble des marchés de travaux qui seront passés par la ville de Vannes en vue de réaliser les travaux et ouvrages prévus au projet, ainsi que le cas échéant des autres contrats administratifs poursuivant une même finalité.

#### **ARTICLE 17 - MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Dans le cas où l'une des parties estimait nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière prévisionnelle qu'elle a approuvée, un avenant à la présente convention serait conclu avant toute mise en œuvre des modifications ainsi demandées. Cette disposition s'applique également à la détermination du montant forfaitaire fixé pour l'entretien courant.

Le maître d'ouvrage délégué ne peut se prévaloir d'un accord tacite du délégant.

**ARTICLE 18 - DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties, et est renouvelée annuellement par tacite reconduction.

Fait à Vannes en deux exemplaires

Identité, représentants et signature Ville de  
VANNES

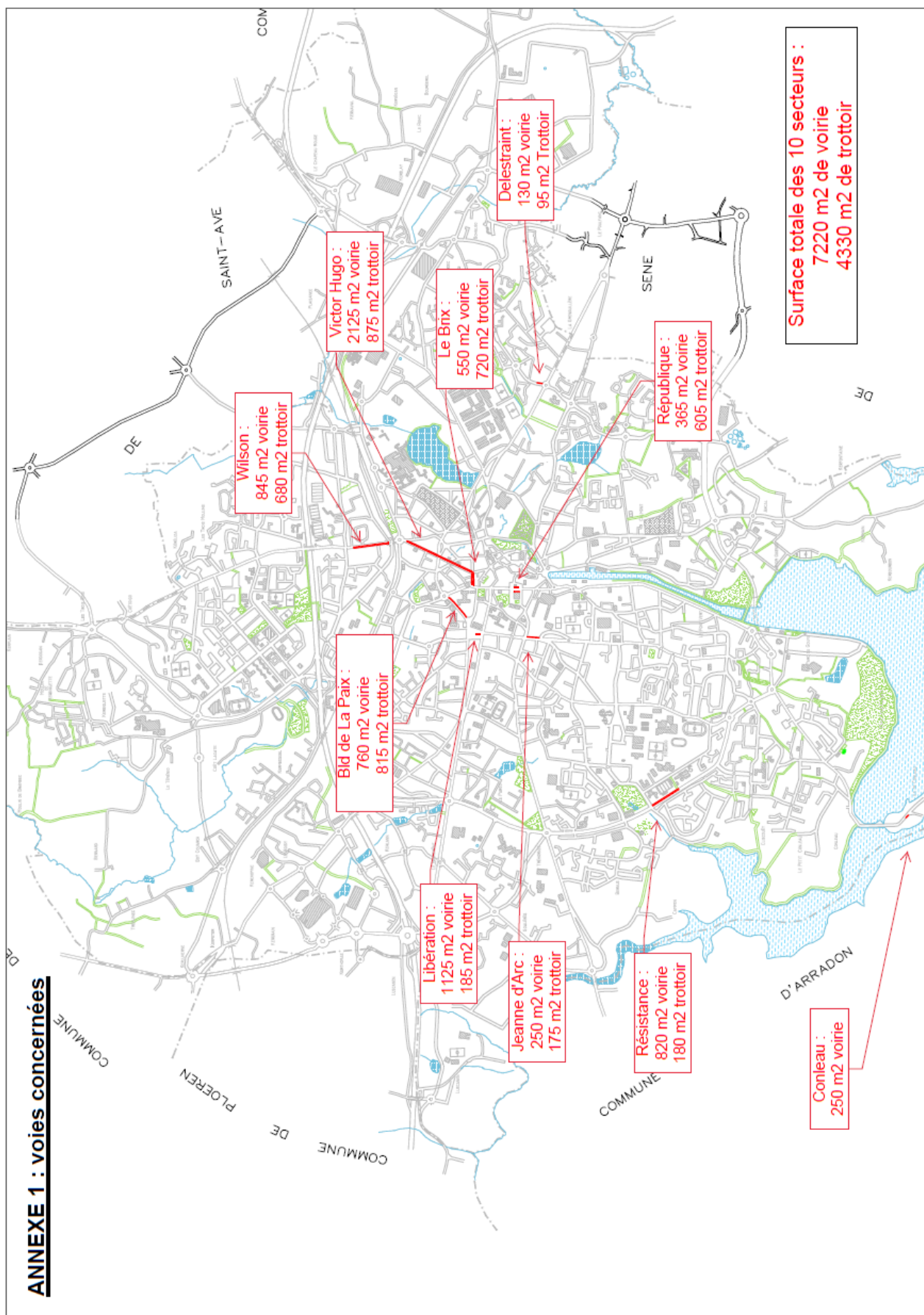
Identité, représentants et signature GMVA

ANNEXE 1 – VOIES CONCERNEES A LA  
SIGNATURE DE LA CONVENTION

ANNEXE 2 – BILAN DES TRAVAUX REALISES



## ANNEXE 1 : voies concernées



## ANNEXE 2 – PROGRAMME DE TRAVAUX 2023

- Place et rue Joseph le Brix

PROJET